



## Conseil économique et social

Distr. générale  
25 juin 2004  
Français  
Original: anglais

---

### Session de fond de 2004

New York, 28 juin-23 juillet 2004

Point 2 de l'ordre du jour provisoire\*

**Mobilisation des ressources et conditions à réunir**

**pour éliminer la pauvreté dans le contexte**

**de l'application du Programme d'action en faveur**

**des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010**

### **Déclaration présentée par Legion of Good Will, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/2004/100 et Corr.1 et 2.



## **Séminaire Amérique latine-Afrique sur la promotion de la lutte contre la pauvreté dans les pays les moins avancés**

Legion of Good Will (LGW), organisation brésilienne dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social de l'ONU, a organisé, en coopération avec la section ONG du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DAES), le « Séminaire Amérique latine-Afrique : élimination de la pauvreté dans les pays les moins avancés »; ce séminaire s'est tenu les 10 et 11 mars 2004, au Parlement mondial de la fraternité œcuménique, le ParlaMundi de LGW, à Brasilia, capitale du Brésil.

La manifestation comportait deux parties : la première a présenté des tables rondes sur des questions telles que « l'élimination de la pauvreté et la réalité de l'Afrique » et « culture de paix et développement social », devant un public composé de 150 participants, qui ont entendu les discours de S. E. l'Ambassadeur du Mozambique, M. Amadeu Samuel; de M<sup>me</sup> Leslie Wright, membre du Conseil de la Conférence des ONG ayant des relations consultatives avec les Nations Unies; de représentants des autorités nationales brésiennes et de représentants du Mozambique et du Cap-Vert. Divers centres d'éducation et de recherche étaient représentés.

L'atelier a occupé la deuxième partie de cette manifestation : y ont participé 37 ONG appartenant à différents secteurs et d'origines diverses, qui représentaient d'autres pays d'Amérique latine et des pays africains lusophones. Les activités étaient réparties en quatre sous-groupes, chaque sujet présentant un panorama détaillé et mis à jour :

### **I. Élimination de la pauvreté et de la faim et solutions permettant de créer de nouveaux emplois et de générer des revenus**

Considérant les informations affligeantes recueillies sur les pays africains, le rapport présenté à ce séminaire insiste sur la nécessité urgente d'affirmer que la pauvreté et la faim sont liées aux questions d'éducation et de culture et à la spoliation des ressources naturelles dues à l'intervention funeste de puissantes économies mondiales.

Le développement communautaire des populations locales africaines, fondé sur la valeur de l'être humain et sur son identité géographique et culturelle, importe davantage et reste prioritaire dans la formation de marchés et la création d'emplois à partir de modèles économiques mondiaux.

La mauvaise utilisation des ressources naturelles, a-t-on signalé, est aussi l'une des principales causes de l'extrême pauvreté.

Plusieurs facteurs contribuent à aggraver la situation : les populations ont une image de soi dévalorisée, il n'y a pas d'intégration entre tribus et groupes ethniques, l'existence de régimes non démocratiques contribue à saper les principes sociaux, à promouvoir l'aliénation culturelle et l'annihilation affective des individus. C'est aussi le résultat de longues années de colonialisme et de guerres civiles prolongées.

## Recommandations

Toute proposition doit prendre en considération le fait que, pour aider les pays africains lusophones, il faudra :

- Adapter le langage et la méthodologie aux réalités de chaque communauté afin de contribuer au processus éducatif et au développement des capacités citoyennes;
- Faire établir par des groupes multiprofessionnels un diagnostic et un plan détaillé des réalités et des intérêts locaux, en tenant compte des coutumes tribales, des aspects culturels et géographiques et du niveau de développement communautaire.

### 1) *Développement communautaire*

- Actions visant à identifier, mobiliser et développer les capacités de la communauté, à partir des réalités locales;
- Organisation socioéconomique et développement : formation de coopératives, réseaux associatifs, entraide de logements familiaux (coopératives de construction de logements par les habitants), groupements, développement de partenariats et programmes d'appui encourageant les très petites entreprises et les microentreprises, agence de développement communautaire pour la mobilisation et la gestion des ressources; neutralité des devises; jardins potagers communautaires; et pépinières d'arbres fruitiers et décoratifs.

### 2) *Préservation de la nature et développement durable*

- Développer un ensemble de politiques et de programmes (nationaux, régionaux et tribaux) pour mettre au point un système d'information sur l'environnement à l'échelle du continent africain [situé au PNUE – Nairobi (Kenya)], qui servira d'appui et de base aux organes décideurs et contribuera à la viabilité technique et scientifique des projets et des systèmes de production agricole;
- Faire bon usage de l'eau à partir de systèmes rationnels, par la réutilisation et le traitement des eaux polluées;
- Faire bon usage des programmes de développement, en réutilisant et recyclant les matériels et les déchets grâce à des programmes de collecte sélective et des ateliers d'économie solidaire, avec au premier plan les recycleurs organisés en coopérative, dans une perspective d'éducation écologique à l'hygiène et à la consommation responsable;
- Créer des programmes nationaux d'enseignement en matière d'environnement et les faire appliquer dans des activités formelles et non formelles.

### 3) *Développement de l'enseignement scolaire*

- Mettre en place la pédagogie citoyenne œcuménique, qui est la proposition de LGW en matière d'enseignement, fondée sur l'affirmation des valeurs éthiques, morales, culturelles et religieuses telles que la vénération de la nature; l'égalité entre les sexes; le respect des anciens, des enfants, des femmes, des idées; la lutte contre la discrimination, l'intolérance et la xénophobie;

- Créer le programme Bolsa-escola\* avec des partenaires publics et privés, selon les modèles d'origine;
- Créer des programmes de bénévoles dans les écoles;
- Créer des bibliothèques communautaires et scolaires; des clubs de lecture; des laboratoires de science, de mathématiques et d'informatique; etc.;
- Introduire la musique, les sports, les loisirs, l'éducation écologique, les notions d'hygiène et de santé, la solidarité, et autres activités culturelles dans les programmes scolaires;
- Établir des écoles communautaires en tirant parti des ressources locales : tentes, arbres à feuillage épais, etc.;
- Établir des conteurs dans les communautés, pour préserver la tradition orale et la culture locale;
- Assurer la formation continue des enseignants pour introduire les nouvelles techniques et le travail collectif dans les écoles, par l'échange des expériences acquises dans les différentes communautés;
- Créer des bibliothèques et des laboratoires itinérants.

4) *Partage des technologies appropriées*

- Développer des méthodes, des techniques, des procédés et des processus ouvrant aux populations locales et aux institutions africaines un accès aux technologies appropriées à leur développement communautaire (voir OCDE/1980 - Organisation de coopération et de développement économiques);
- Nous recommandons la méthodologie brésilienne que les organisations non gouvernementales utilisent dans tout le pays, avec l'approbation de l'Organisation internationale du Travail (OIT), appelée développement local intégré durable et solidaire (Delis).

5) *Direction des affaires mondiales*

Un nouvel ordre mondial s'impose d'urgence : il faudrait que les nombreuses et diverses institutions multilatérales de coopération internationale retrouvent le véritable esprit de coopération fraternelle entre les peuples et les nations de la Terre.

**Questions de direction mondiale**

**Développement du Conseil de sécurité de l'ONU**

- 1) Créer un Conseil mondial de la société civile à l'ONU.
- 2) Justifier la taxe TOBIN dans la lutte contre la pauvreté dans le monde.
- 3) Créer un Fonds mondial de lutte contre la faim (comme l'a proposé à l'ONU M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil).

---

\* La Bolsa Escola est un programme national de revenu minimum lié à l'éducation, dont l'objectif est de stimuler l'enseignement scolaire en sensibilisant les familles à la nécessité de scolariser les enfants. La mère reçoit une certaine somme, correspondant à l'assiduité scolaire de chaque enfant. Ce programme du Gouvernement brésilien s'adresse aux élèves de l'école élémentaire.

- 4) Remettre la dette des pays pauvres envers le FMI (Fonds monétaire international).
- 5) Créer des mécanismes pour réprimer et sanctionner le blanchiment illicite de l'argent.

Tous ces points sont indispensables pour faire émerger un nouvel ordre mondial.

## **II. Promotion de la parité des sexes et de l'autonomisation des femmes**

Considérant que la pauvreté touche principalement les femmes, nous constatons que l'inégalité entre les sexes vient de ce que l'on ne reconnaît pas aux femmes la capacité de développer, en toute liberté, leur rôle dans tous les secteurs de la société.

### **Propositions**

- Mettre en œuvre dans la vie publique et privée, et surtout dans la vie des communautés africaines, des actions intégrant une perspective sexospécifique pour que les femmes agissent davantage sur leur milieu et que leur rôle social soit plus pertinent et plus fonctionnel, en confortant les principes féminins de famille, culture, environnement et spiritualité;
- Développer des politiques publiques orientées vers l'épanouissement complet de la femme, à savoir, corps-âme-esprit (enseignement, santé, nutrition, travail et spiritualité);
- Promouvoir l'égalité des femmes et leur participation dans tous les secteurs de la société, en particulier dans le marché du travail et dans l'exercice de la citoyenneté;
- Mettre en place des mesures d'urgence et des actions préventives pour envisager des décisions dans les domaines suivants : planification de la famille, santé maternelle et infantile, aide aux victimes de la violence et lutte contre la traite des femmes, en confortant la dignité et les valeurs éthiques, morales et spirituelles;
- Reconnaître aux femmes leur droit d'intervenir dans la prévention des conflits et dans l'épanouissement complet de l'être humain, en garantissant leur participation à l'établissement de la paix dans le monde.

## **III. Lutte contre le VIH/sida**

Quand on voit que la région désertique de l'Afrique, scène de conflits récents pour la liberté et pour l'indépendance, est la plus gravement touchée par la pandémie du sida, on comprend que les pays de cette région sont actuellement confrontés à une deuxième guerre, silencieuse cette fois. Les gens ignorent comment prévenir la maladie et c'est bien cette ignorance qu'il faut vaincre comme l'ennemi le plus dangereux.

### **Propositions**

#### *Gouvernements et communautés internationales :*

- Transférer les technologies brésiliennes aux pays africains lusophones pour la production de médicaments fabriqués sur place. Au niveau mondial, il faudrait suspendre les brevets pour mettre vraiment le traitement à la portée des populations;
- Former les responsables de bureaux qui s'occupent de politiques publiques en matière de prévention pour leur donner un effet multiplicateur dans la lutte contre le VIH/sida;
- Favoriser les politiques de prévention par des campagnes massives véhiculant, outre l'information, les valeurs de respect de la vie et utilisant la radio, la télévision, l'Internet et tous les moyens accessibles à la population; évaluer périodiquement les résultats de ces campagnes;
- Élaborer des politiques interministérielles (intégrant par exemple les ministères de la santé et de l'éducation), en partenariat avec la communauté, les ONG et les universités.

#### *Secteur tertiaire*

- S'associer au secteur tertiaire international et local pour l'échange de connaissances et d'expériences. Les ONG internationales doivent adapter leurs projets sociaux aux réalités des pays, en partenariat avec les ONG locales;
- Intégrer les universités dans les plans de lutte contre le VIH/sida, en introduisant des cours sur la qualité de la vie et de la santé, à l'instar de partenariats déjà créés entre les ministères de l'éducation du Brésil, du Mozambique, de l'Angola, du Cap Vert, de la Guinée-Bissau et autres.

#### *Marché*

- Inciter les sociétés à financer des projets de responsabilité sociale et publier la liste de celles qui contribuent à la prévention du VIH/sida;
- Encourager les campagnes de prévention menées par les sociétés auprès de leurs employés, en partenariat avec les ONG, les universités et la société civile.

## **IV. Mobilisation des ressources et partenariats mondiaux pour le développement**

Parmi les aspects les plus importants de la mobilisation des ressources, on a jugé qu'un des facteurs entravant particulièrement la réalisation de partenariats était l'ignorance des points qu'on pouvait mettre à l'actif des communautés, par exemple, les ressources naturelles disponibles, les capacités des partenaires sociaux ainsi que les technologies en place susceptibles de contribuer au développement des communautés, dans le respect de leurs caractéristiques culturelles.

## **Propositions**

### *Gouvernements et communautés internationales :*

- Légitimer toutes les initiatives de la société civile qui visent au développement local;
- Proposer des infrastructures de base pour établir la communication entre les nombreux partenaires sociaux impliqués dans la réalisation des partenariats et dans la mobilisation des ressources.

### *Secteur tertiaire*

- Créer des réseaux de communication et d'information afin de répertorier les financements et les ressources ainsi que les projets de reproduction possibles et réalisables;
- Coordonner, par la création d'un comité organisateur/modérateur, la construction nationale d'un réseau de solidarité, constitué par diverses ONG, aux différents stades de développement;
- Identifier les points à mettre à l'actif des communautés, en relevant les ressources naturelles disponibles, les capacités des partenaires sociaux, les technologies disponibles, en cherchant à mobiliser effectivement ces ressources et, par conséquent, à réaliser des partenariats mondiaux;
- Évaluer et identifier les pratiques technologiques mondiales optimales, créer des partenariats de développement, établir la liste des sociétés d'économie solidaire à créer en priorité, compte tenu des contextes régionaux.

### *Sociétés*

- Former les agents du développement local pour qu'ils puissent intervenir dans les processus de développement, dans l'articulation de réseaux et dans la planification des projets et activités;
- Sensibiliser la communauté sociale à l'investissement durable comme forme de responsabilité sociale, rapportant de la valeur aux entreprises et des bénéfices aux communautés locales.

Pendant le séminaire, on a envisagé la possibilité de poursuivre le débat et les échanges au sein d'une instance permanente inspirant la volonté d'améliorer et de poursuivre les actions de coopération pour le développement de questions liées à ces travaux. On a souligné que mobiliser des agents et des ressources privées pour les mettre au service du bien public était un acte de citoyenneté responsable et de progrès démocratique. Le travail en réseau exprime le potentiel d'action indispensable pour promouvoir partout dans le monde la qualité de la vie fondée sur un développement durable, garantissant l'équilibre écologique et la paix mondiale.